

# I.

## LES ENTREPRISES FACE A LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE

### 1. Le bien-être au travail

Dans nos sociétés industrialisées, les hommes et les femmes passent une grande partie de leur vie sur leur lieu de travail. Là, ils peuvent être mis en contact avec des dangers particuliers qui peuvent affecter leur santé ou leur sécurité.

Selon la loi (loi du 4 août 1996 concernant le bien-être des travailleurs sur leur lieu de travail), « *chaque travailleur a le droit de pouvoir effectuer son travail sainement et en toute sécurité* ». L'ensemble des aspects en lien avec la santé et la sécurité au travail sont repris sous la notion de **bien-être au travail**.

### 2. Les risques sur le lieu de travail

On distingue différents termes :

- **Le danger** : est la propriété d'un outil, d'une machine, d'un équipement, d'un produit, d'une situation, d'une méthode de travail, etc., qui peut mener à des conséquences néfastes. Par exemple, certains produits de nettoyage ou d'entretien sont des produits dangereux qui peuvent entraîner des conséquences néfastes.
- **Le risque** : est la probabilité/possibilité qu'un événement non souhaité se réalise et entraîne des conséquences néfastes. Par exemple, si vous travaillez avec certains produits de nettoyage ou d'entretien (= danger) vous pouvez être intoxiqué, avoir la nausée, etc. (= risque).
- **L'accident** : est un événement involontaire impliquant des dégâts et/ou des lésions physiques. Un accident de travail correspond à un événement soudain, involontaire, qui a provoqué une lésion physique et est survenu durant le travail.

Voici quelques exemples de sources de dangers qu'un travailleur peut rencontrer sur le lieu de travail et dont les répercussions sur la santé sont plus ou moins graves et plus ou moins immédiates :

- Incendie ou explosion
- Accidents dus à une mauvaise manipulation ou à la conduite d'un appareil, d'une machine, d'un véhicule, etc.
- Chutes, glissades, etc.
- Dangers mécaniques (coupures, blessures, contusions, etc.)
- Dangers électriques (charges électrostatiques, tension électrique, etc.)
- Rayonnements (rayons X, rayons laser, rayonnement électromagnétique, etc.)
- Présence de substances et produits dangereux, poussières, fumées, etc.
- Dangers liés à la chaleur, au froid ou au climat
- Danger lié à l'éclairage (éblouissement, zones d'ombre, etc.)
- Bruits et vibrations
- Travail physiquement éprouvant, travail monotone
- Mauvaise posture corporelle
- Charge psychosociale, stress

**Différents facteurs interviennent et peuvent augmenter ou réduire le risque sur le lieu de travail :**

- **Le facteur humain** : un travailleur peut, par exemple, commettre des erreurs parce qu'il n'est pas assez informé, n'a pas assez d'expérience, ne connaît pas les instructions, est déconcentré ou fatigué ou parce qu'il est soumis au stress. Il peut aussi arriver qu'un travailleur ignore volontairement les mesures de sécurité, ne mette pas ses vêtements de travail ou fasse l'impasse sur l'équipement de protection. En cas d'accident il sera moins bien protégé, ce qui peut aggraver les conséquences.
- **Le facteur technique** : tous les travaux ne comportent pas les mêmes risques. Certains métiers nécessitent la manipulation de produits dangereux, d'outils tranchants, de lourdes charges, etc. Ainsi, par exemple, le risque de lésions dorsales est plus élevé quand on travaille dans le secteur du bâtiment que lorsqu'on est comptable.
- **L'environnement de travail** : certains lieux de travail présentent plus de risques que d'autres, comme le risque d'incendie, d'explosions (vu la présence de gaz et de produits inflammables par exemple), de rayonnement, d'électrisation (choc électrique), de bruit, de manque de lumière, d'asphyxie, d'intoxication, de chute, etc. De manière générale, par exemple, un travail de bureau présente moins de risques qu'un travail sur un chantier.
- **L'organisation du travail** : quand le travail est mal organisé, quand il faut se dépêcher, quand le chef d'équipe ne dirige pas l'équipe correctement, quand les tâches ne sont



Le bien-être au travail, est défini comme « l'ensemble des facteurs concernant les conditions dans lesquelles le travail est effectué ». Les domaines concernés par le bien-être au travail sont :

- **La sécurité au travail** : pouvoir travailler en toute sécurité, ne pas avoir d'accident lors de l'utilisation des machines, éviter les chutes, etc.
- **La protection de la santé des travailleurs au travail** : pouvoir être en bonne santé (examens médicaux, vaccins, tests de l'ouïe et de la vue, etc.)
- **La charge psychosociale occasionnée par le travail** : éviter le stress, la pression au travail, etc.
- **Les conditions ergonomiques** : le travail et le poste de travail doivent être adaptés à la personne (écran d'ordinateur correctement positionné, postes de travail faciles d'utilisation, etc.). L'ergonomie est, donc, l'adaptation du travail à l'Homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail, les choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production.
- **L'hygiène au travail** : limiter les effets néfastes liés aux substances dangereuses, aux bactéries, aux virus, au bruit, aux radiations, aux vibrations, à la chaleur, à un éclairage inadéquat, etc.
- **L'embellissement des lieux de travail** : le lieu de travail doit être agréable et propre, tout comme les installations sanitaires, le réfectoire, le local de pause, etc.
- **La protection des travailleurs contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail.**
- **Les mesures prises par l'entreprise en matière d'environnement**, pour améliorer le contexte de travail.

pas bien définies ou quand le lieu de travail est mal rangé, le risque d'accident est plus élevé.

**Voici quelques exemples de situations à risque aggravées par le facteur humain ou l'organisation de travail.**

- Durant un travail avec un poste à souder, la sonnerie du GSM perturbe le travailleur et il se brûle.
- Un cuisinier porte un foulard, qui prend feu quand il se penche au-dessus de la plaque de cuisson.
- Un mécanicien refuse de mettre des bouchons pour protéger ses oreilles quand il utilise la disqueuse. Après quelques années, il a perdu une partie de ses capacités auditives.
- Le maître de stage demande à un stagiaire d'utiliser une machine qu'il ne connaît pas. Le stagiaire n'ose pas signaler son ignorance et se blesse gravement.
- Pour gagner de la place dans un bureau, on entrepose les poubelles de tri pour le papier devant une sortie de secours. Lors d'un incendie, ils bloquent la sortie et retardent l'évacuation des travailleurs.

## II. QUE DIT LA LÉGISLATION ?

La loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail est la référence belge en la matière. La plupart des arrêtés d'exécution de cette loi forment le **Code sur le bien-être au travail**. Certains de ces arrêtés sont la transposition en droit belge des directives européennes en matière de prévention et de protection de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail.

Actuellement, la réglementation se compose de deux volets qui décrivent les droits et obligations de l'employeur, des travailleurs et des tiers présents sur le lieu de travail (sous-traitants, indépendants, stagiaires, travailleurs intérimaires, etc.) :

- la loi et le « **Code sur le bien-être au travail** »
- le **Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT)**. Le RGPT a constitué à partir de 1947 le texte coordonné de l'ensemble des dispositions réglementaires et générales concernant la santé et la sécurité des travailleurs. Depuis 1993, il est progressivement remplacé par le Code sur le bien-être au travail.

### Le bien-être est l'affaire de tous dans l'entreprise.

L'employeur, y compris la ligne hiérarchique, est responsable de la sécurité dans l'entreprise. Il est évident qu'il ne peut y arriver tout seul. Tout le monde doit, donc, mettre la main à la pâte et collaborer.

- **L'employeur** : Tout employeur a l'obligation légale de garantir et promouvoir le bien-être de son personnel, là où il exerce son métier. Il doit veiller à optimiser ses conditions de travail, assurer sa sécurité, veiller à sa bonne santé, combattre les risques d'accidents. Il doit veiller à une bonne prévention des risques dans son entreprise. Pour cela, il :
  - évalue les différents aspects dangereux que peut entraîner le travail, détermine les causes possibles de risques. Il doit également déterminer les risques que pourraient provoquer la mauvaise collaboration entre les travailleurs ou encore l'organisation même de l'entreprise ;
  - prend les mesures nécessaires afin de limiter les risques ;
  - reprend les différentes mesures dans un plan quinquennal de prévention ou annuel d'action ;
  - informe les personnes concernées du risque qu'elles encourent et des mesures prises afin de le limiter.
- **La ligne hiérarchique** : Il faut entendre par ligne hiérarchique toute personne susceptible de donner des ordres pour l'exécution de certaines tâches, cela comprend les chefs d'équipe, les contremaîtres, les chefs de section, les cadres, etc. La ligne hiérarchique est responsable de la mise en pratique quotidienne de la politique de prévention. Elle doit :
  - émettre des avis et des propositions à l'employeur concernant la politique de prévention ;
  - enquêter sur les accidents et les incidents qui ont eu lieu et proposer des mesures afin qu'ils ne se reproduisent plus ;
  - contrôler les outils de travail, les équipements de protection, les substances et les préparations... et veiller à leur manipulation correcte. Les instructions de sécurité doivent également être transmises et comprises par le travailleur ainsi qu'être suivies dans la pratique.
- **Le travailleur** : Le bien-être au travail n'est possible que si chacun y participe de manière active. Chaque travailleur doit :
  - utiliser les équipements de protection (individuelle ou collective) à bon escient, manipuler correctement les produits dangereux, utiliser les outils de travail comme il se doit, etc. Il n'est pas rare que des mesures de sécurité aient été prévues, mais qu'on essaye de les détourner pour, soi-disant, gagner du temps ou être plus « productif » ;
  - transmettre les informations. En effet, c'est le travailleur qui est sur le terrain et qui est, par conséquent, le plus enclin à parler des conditions de travail. Dès qu'une situation de travail est ressentie comme étant susceptible de présenter des risques, le travailleur doit immédiatement en informer le service interne pour la prévention et la protection au travail (voir définition ci-après) ;
  - faire des suggestions d'améliorations des situations à risque au comité pour la prévention et la protection au travail (voir définition ci-après).
  - respecter les consignes de sécurité, notamment pour l'utilisation de machines et de produits dangereux.

Tout ceci est également valable pour les tiers (sous-traitants, indépendants, intérimaires, stagiaires, etc.) présents sur le lieu de travail.

- **Le service interne et le comité pour la prévention et la protection au travail**. Chaque entreprise, même si elle n'emploie qu'un seul travailleur, doit disposer



Plus d'infos ?

- [www.emploi.belgique.be](http://www.emploi.belgique.be) (site du SPF (Service Public Fédéral) Emploi, Travail et Concertation sociale)
- <http://beswic.be> (site du Centre de connaissance belge sur le bien-être au travail)

d'au moins une personne qui assure les tâches du conseiller de prévention. Dans les entreprises de moins de 20 travailleurs, l'employeur peut exercer lui-même cette tâche. S'il ne dispose pas des compétences nécessaires, il doit faire appel à un service externe pour la prévention et la protection au travail. Toute entreprise qui occupe plus de 20 travailleurs, est obligée de mettre sur pied un service interne de protection et de prévention au travail. Un comité pour la prévention et la protection au travail est également mis sur pied, dans les entreprises qui comptent au moins de 50 travailleurs. La tâche de ce comité est d'aider à l'élaboration de la politique du bien-être et d'émettre des avis ou des propositions, (par exemple, lors de l'achat d'équipement de protection individuelle, lors de la mise en œuvre de plans de prévention, etc.).

- **Le service externe pour la prévention et la protection au travail :**

Il va de soi qu'une entreprise ne possède pas en son sein toutes les compétences en matière de sécurité et de santé au travail. Pour les tâches qui ne peuvent être effectuées en interne, l'entreprise peut, donc, faire appel à un service externe. Par exemple, elle fera appel à un médecin de ce service pour le passage des examens médicaux. De cette manière, les services internes et externes se complètent.

- **Le Service Externe de Contrôles Techniques sur les lieux de travail (SECT) :**

C'est un organe de contrôle indépendant auquel les entreprises doivent faire appel pour contrôler et réceptionner certaines machines et installation (installations électriques, ascenseurs, élévateurs, etc.).

**Le SPF Emploi, travail et concertation sociale** veille au bon respect de la législation sur le bien-être par le biais de ses services d'inspection.

#### **Quel est le rôle du conseiller en prévention ?**

Un conseiller en prévention assiste l'employeur dans l'application des mesures visées par la loi sur le bien-être au travail. Il donne son avis sur toutes les matières relatives à la politique du bien-être et assiste toutes les parties concernées (l'employeur, les membres de la ligne hiérarchique et les travailleurs) lors de l'application des mesures de protection et de prévention. Un ou plusieurs conseillers en prévention doivent être désignés au sein de ce service. Lorsque le service interne ne peut exercer toutes les missions requises, il faut faire appel à un service externe de prévention et de protection au travail agréé.

#### *Plus d'infos ?*

*Voir le site du SPF emploi, travail et concertation sociale :*

**[www.emploi.belgique.be](http://www.emploi.belgique.be)**

### III.

## UNE GESTION DURABLE DE LA SANTE ET DU BIEN-ÊTRE

### 1. La prévention des risques

Dans la mise en place d'une politique du bien-être au travail, la prévention des risques joue un rôle primordial.

#### Qu'est-ce que la prévention des risques ?

C'est l'ensemble des dispositions à mettre en œuvre pour préserver la santé et la sécurité des usagers, améliorer les conditions de travail et tendre au bien-être au travail.

Voici les 6 principes généraux de la prévention (inscrits dans le Code sur le bien-être au travail) :

1. **Éviter les risques.** Supprimer le danger ou l'exposition à celui-ci (ex. : éviter de faire en hauteur ce qu'on peut faire à même le sol, détacher les volets pour les peindre).

2. **Évaluer les risques qui ne peuvent être évités.** Ce qui revient à réaliser une analyse des risques. Elle consiste à les identifier, à apprécier leur nature et leur importance, à déterminer les actions à mener pour assurer la sécurité et garantir la santé des travailleurs.

**Selon la législation en vigueur, l'analyse des risques ne peut être réalisée que par un conseiller en prévention de niveau 2. Une entreprise qui ne dispose pas d'un tel conseiller doit faire appel à un service externe.**

3. **Combattre les risques à la source** (ex. : aspirer les poussières générées par une scie circulaire). Pour cela, il faut intégrer la prévention le plus en amont possible, dès la conception des équipements, des modes opératoires et des lieux de travail.

4. **Remplacer** ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.

5. **Prendre des mesures de protection.** Différents types de mesures de protection existent :

- protections collectives (aspirateurs, filtres, isolation contre le bruit, etc.) ;
- protections liées aux machines (écrans visuels, amortisseurs, etc.),
- protections individuelles (tenue vestimentaire, gants, lunettes, casques, bouchons pour les oreilles, etc.).

De manière générale, il faut donner la priorité aux mesures de protection collective. Utiliser des équipements de protection individuelle uniquement en complément des protections collectives ou à défaut de protection collective efficace.

6. **Adapter le travail à l'Homme.** En particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail, ainsi que le choix des équipements, des méthodes de travail et de production en vue, notamment de rendre plus supportable le travail monotone et le travail cadencé et d'en atténuer les effets sur la santé.

N'oublions pas qu'il faut ensuite **former et informer les travailleurs sur les risques et leur prévention**. Il s'agit de donner aux travailleurs les informations nécessaires à l'exécution de leurs tâches dans des conditions de sécurité optimales (dans leur langue). Il faut notamment leur fournir les éléments nécessaires à la bonne compréhension des risques encourus (informations sur la nature de leurs activités, les risques résiduels qui y sont liés et les mesures visant à prévenir ou à limiter ces dangers), au moment de l'entrée en service et chaque fois que cela s'avère nécessaire à la protection du bien-être.

**L'analyse des risques et la mise en place de mesures de prévention sont l'affaire de professionnels : les conseillers en prévention. Ce sont eux qui, connaissant la législation, participeront à la réalisation (avec l'aide éventuelle d'un organisme externe à l'entreprise) d'une analyse approfondie des risques et qui proposeront les mesures de prévention et de protection adéquates. Ils pourront ainsi participer à l'information du personnel de l'entreprise.**

### 2. Les outils

Différents outils aident le travailleur à réduire le risque sur son lieu de travail :

- Les **consignes de sécurité**, aident les travailleurs à adopter les comportements adéquats afin de réduire les risques éventuels. On distingue différents types de **consignes de sécurité** :
  - Consignes générales (ex. : procédure en cas d'accident, procédure en cas d'incendie, etc.).



- Consignes propres au métier (ex. : mesures d'hygiène et d'ergonomie, habits de travail, protections collectives, etc.).
  - Consignes propres à chaque machine ou appareil (ex. : règles de manipulation, protections individuelles nécessaires, mesures d'hygiène et d'ergonomie, etc.).
  - Consignes propres à chaque produit (ex. : règles de manipulation, protections individuelles nécessaires, consignes de stockage ou de traitement après utilisation, etc.).
- **Les pictogrammes de signalisation de sécurité et de santé** ont pour but d'attirer clairement et rapidement l'attention du travailleur sur des objets, des activités ou des situations qui comportent certains dangers ou sur des dangers qui persistent malgré toutes les mesures de prévention prises.
  - **La fiche sur le poste de travail** est un document qui permet d'informer, rapidement et de manière structurée, les travailleurs sur les résultats de l'analyse des risques liés au poste de travail, les qualifications requises et les équipements de protections nécessaires, etc.

*Plus d'infos ?*

- Voir la fiche info (Cahier 4 : Outils)  
« **La signalisation de sécurité et de santé au travail** »

*Plus d'infos ?*

Le site [www.safestart.be](http://www.safestart.be) propose différents modèles de formulaires à remplir pour effectuer une analyse des risques et rédiger la fiche de poste de travail lors d'un stage en entreprise ou institution.

- [À télécharger ici](#)

## IV. PISTES ET SOLUTIONS

Le questionnaire suivant reprend les questions principales à se poser lorsqu'on se lance dans une gestion durable des matières premières, il propose en parallèle des actions à mener et des améliorations à apporter.

L'objectif du questionnaire est de vous fournir des exemples et des pistes de réflexion. Il peut être utilisé par les élèves lors de la rédaction d'un rapport de stage ou d'un audit de leur section. Il peut servir aux enseignants et aux formateurs qui aimeraient mener une démarche proactive vers plus de durabilité dans leur section ou dans leur établissement. Il peut aussi constituer une base de réflexion pour une entreprise qui veut se lancer dans une démarche d'amélioration continue.



### Conseils préalables :

- Adaptez le questionnaire à votre activité.
- Il existe des textes de lois ou des règlements d'application dans les entreprises (permis d'environnement, etc.). Pour en savoir plus, consultez l'introduction. Informez-vous de la manière dont ces textes sont pris en compte dans l'entreprise : où sont-ils et qui en a la charge ? Le directeur, le conseiller en sécurité, le responsable du personnel, le comptable, etc.
- Dans certaines entreprises, des audits ou d'autres documents de contrôle ont été réalisés. Il est bon de s'informer de leur existence : ce sont des sources intéressantes à ne pas négliger.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE		PISTES ET SOLUTIONS
QUESTION	MÉTHODE	ACTION/AMÉLIORATION
<b>ANALYSE PRÉALABLE</b>		
<b>Une politique de prévention a-t-elle été mise en place dans l'entreprise ?</b>	Interroger la direction et s'informer auprès du conseiller en prévention	Mettre en place une politique de prévention ou améliorer la communication interne.
<b>Existe-t-il une déclaration de politique de prévention ?</b>	La demander et la lire.	Vérifier sa mise en œuvre.
<b>LA PRÉVENTION DES RISQUES</b>		
<b>Existe-t-il des mesures de santé et de sécurité particulières pour le métier ?</b>	Identifier les mesures de santé et de sécurité liées au métier. Vérifier leur application.	Réduire ou éviter les risques. Remédier aux lacunes repérées.
<b>Existe-t-il des consignes de manutention, d'ergonomie ou d'hygiène, particulières pour le métier ?</b>	Identifier les consignes. Vérifier leur application.	Réaliser et afficher des consignes.
<b>Les travailleurs sont-ils soumis à des risques particuliers ? Bruit, vibrations, lumière forte ou faible, ondes électromagnétiques, températures fortes ou faibles, conditions climatiques, etc.</b>	Identifier les risques.	Réduire ou éviter les risques particuliers. Mettre en place des mesures de protection.



<b>Les travailleurs sont-ils en contact avec des produits dangereux ?</b>	Identifier les produits dangereux et les risques.	Réaliser un registre des produits dangereux.
<b>Les produits dangereux sont-ils accompagnés de leur fiche de données de sécurité ? La fiche est-elle facilement accessible ?</b>	Localiser l'endroit où sont conservées les fiches de données de sécurité.	Vérifier qu'elles sont accessibles à tous et connues par tous.
<b>Les consignes d'utilisation, de stockage et d'élimination décrites sur ces fiches sont-elles respectées. Les mesures de prévention et de protection nécessaires sont-elles mises en œuvre pour limiter les risques ?</b>	Identifier les risques éventuels et les mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre. Vérifier que les mesures sont effectivement mises en œuvre.	Mettre en œuvre les mesures de prévention et de protection liées aux produits dangereux. Respecter les consignes d'utilisation, de stockage et d'élimination mentionnées dans les fiches.
<b>Existe-t-il des équipements de protection collective obligatoires ?</b>	Identifier les équipements de protection collective. Vérifier leur bon fonctionnement	Mettre en place ou améliorer les équipements.
<b>Existe-t-il des équipements de protection individuelle obligatoires sur le lieu de travail ?</b>	Identifier les équipements de protection individuelle. Vérifier leur utilisation.	Acquérir et distribuer les protections individuelles.
<b>Existe-t-il une tenue de travail particulière pour le métier ?</b>	Identifier la tenue de travail. Vérifier que chacun la porte.	Acquérir les tenues de travail et les mettre à disposition de chacun.
<b>LES OUTILS</b>		
<b>Existe-t-il un mode d'emploi et des consignes de sécurité pour les machines et appareils ?</b>	Vérifier que les machines et appareils possèdent un mode d'emploi et des consignes de sécurité (accessibles à tous).	Mettre à disposition le mode d'emploi et afficher les consignes de sécurité. Vérifier leur utilisation.
<b>Existe-t-il un marquage de sécurité ? Est-il bien visible ? Est-il cohérent ?</b>	Localiser le marquage de sécurité (pictogrammes, affiches, plans d'évacuation, etc.). Vérifier sa visibilité et sa cohérence.	Faire contrôler le marquage de sécurité par un organisme agréé.
<b>Existe-t-il des postes secours ? Sont-ils accessibles ?</b>	Localiser les postes de secours. Vérifier que leur emplacement soit connu de tout le monde et qu'ils soient bien visibles. Vérifier que les produits ne soient pas périmés.	Remédier aux lacunes repérées.
<b>Existe-t-il une procédure à suivre en cas d'incendie ? Des exercices incendie sont-ils effectués régulièrement ? Existe-t-il une équipe de première intervention ?</b>	Consulter la procédure incendie. Consulter les rapports des exercices incendie, vérifier les dates. Consulter la liste des personnes qui forment l'équipe de première intervention.	Rédiger une procédure. Organiser régulièrement les exercices incendie. Former une équipe de première intervention.
<b>Existe-t-il du matériel de protection incendie sur le lieu de travail ? Est-il régulièrement contrôlé par un organisme spécialisé (agréé) ?</b>	Localiser le matériel de protection (extincteurs, dévidoirs, etc.). Consulter le registre des contrôles réglementaires.	Contacteur un organisme agréé et le charger du contrôle annuel.



## CONCERNANT LA MANIPULATION DES MACHINES ET OUTILS

<b>Les machines/appareils sont-ils équipés des protections nécessaires (décrites dans la fiche technique) ? Sont-ils en état de fonctionnement ?</b>	Lire les consignes de sécurité et les modes d'emploi et vérifier que les machines et appareils soient équipés des protections nécessaires.	Équiper les machines et appareils des protections requises. Former le personnel à son utilisation. Vérifier leur utilisation.
<b>Quel est le matériel de protection individuel requis ? Les employés disposent-ils de ce matériel ?</b>	Lire les consignes de sécurité, établir une liste du matériel individuel nécessaire. Vérifier que chaque travailleur dispose de ce matériel et l'utilise.	Mettre à disposition du personnel le matériel requis.
<b>La manipulation d'une machine/d'un appareil/d'un outil nécessite-t-elle des comportements particuliers ?</b>	Identifier les comportements particuliers. Lire les consignes de sécurité et les modes d'emploi, interroger les travailleurs. Vérifier qu'ils soient adoptés par les travailleurs.	Sensibiliser les travailleurs à modifier leurs habitudes.

## FORMATION DU PERSONNEL

<b>Le personnel est-il régulièrement informé sur les mesures de prévention mises en place ?</b>	Identifier les canaux d'information du personnel. Vérifier si ces canaux sont connus du personnel et s'ils fonctionnent. Interroger la direction, les travailleurs et le conseiller en prévention. Consulter les moyens de communication (affiches, rapports de réunion, etc.)	Mettre en place un système d'information. Améliorer les canaux d'information.
<b>Existe-t-il un programme de sensibilisation et de formation du personnel ?</b>	Vérifier le programme de sensibilisation et de formation.	Mettre en place un programme de sensibilisation et de formation.
<b>Les tiers présents régulièrement ou occasionnellement sur le lieu de travail sont-ils informés quant aux mesures de prévention mises en œuvre ?</b>	Interroger la direction et les tiers présents sur le lieu de travail.	Informar les tiers présents sur le lieu de travail de manière systématique.

## V. ILS L'ONT FAIT, EXEMPLE D'UNE INITIATIVE RÉUSSIE

Le bien-être au travail passe aussi par l'assiette. 70 % des travailleurs belges dînent au bureau. Idéalement la pause midi est un moment pour se reposer, se ressourcer, tisser des liens avec les collègues, décharger le stress et s'extraire physiquement de son poste de travail. Ce qui est vrai pour les travailleurs est vrai pour la plupart des étudiants, des enseignants et du personnel de nombreuses collectivités.

À Liège, le cuisinier Philippe Renard, responsable du restaurant d'entreprise d'une banque, a décidé de modifier l'offre et de passer progressivement à une alimentation durable et issue de l'agriculture biologique. Sans modifier les coûts, il est parvenu à convaincre sa clientèle de le suivre dans cette direction.

L'association Bioforum est chargée par la Région wallonne d'accompagner les collectivités dans cette voie. Une première école secondaire offre depuis 3 ans des repas composés essentiellement de produits bios. Il s'agit de l'Institut Robert Schuman d'Eupen.



*Plus d'infos ?*

*> Autres exemples sur le site Internet du  
Belgian Safe Work Information Centre  
(BeSWIC): [www.beswic.be](http://www.beswic.be) à bonnes  
pratiques.*

## **VI.**

### **APPROFONDIR LA THEMATIQUE**

- Le site du SPF (Service Public Fédéral) Emploi, Travail et Concertation sociale : [www.emploi.belgique.be](http://www.emploi.belgique.be)
- Le site du SIPPT (Service Interne de Prévention et de Protection au Travail) du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles : [www.cfwb.be/sippt](http://www.cfwb.be/sippt)
- Le site du Centre de connaissance belge sur le bien-être au travail : <http://beswic.be>
- Voir les fiches infos (Cahier 4 : Outils)
  - « L'étiquetage des produits dangereux »
  - « Les fiches de données de sécurité »
  - « La signalisation de sécurité et de santé au travail »
  - « Le bruit »
- Voir le chapitre (Cahier 2)
  - « Les substances dangereuses »

